



LES DIVIDENDES DU GENRE

LES BÉNÉFICES DE L'ÉGALITÉ DES SEXES



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes

© 2012, ONU Femmes. Tous droits réservés.

Texte : Kristin Lewis

Traduction : Philippe Brunet

Edition : Delphine Huddleston, Béatrice Frey

Production/Direction artistique : Scott Lewis

Recherche iconographique : Sue Ackerman

Design : Designframe USA

Impression : GHP

Crédits photos :

Couverture : gauche, Allison Wright – Corbis ; centre, Philippe Lissac – Godong/Corbis ; droite, Macduff Everton – Corbis. Page 2 : Philippe Lissac – Godong/Corbis. Page 5 : Tomas Munita – AP/Wide World Photos. Page 6 : Jose FusteRaga – Corbis. Page 8 : Jenny Matthews – Panos Pictures. Page 9 : Hassene Dridi – AP/Wide World Photos. Page 10 : Giacomo Pirozzi – Panos Pictures. Page 11 : Andrew Peacock – Aurora/Corbis. Page 14 : Frederic Soltan – Sygma/Corbis. Page 16 : Marco Dormino – ONU Photo

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles de ou des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement celles d'ONU Femmes, des Nations Unies ou d'une quelconque de ses organisations affiliées.

Préface

par Michelle Bachelet

En juillet 2010, les Etats membres des Nations Unies ont adopté une résolution fusionnant quatre de ses entités distinctes en une nouvelle Entité pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).



En créant ONU Femmes, la communauté internationale a signalé que l'égalité des sexes et les droits des femmes vont de pair avec les autres impératifs mondiaux, tels que l'élimination de la pauvreté et de la faim, et la lutte contre les changements climatiques. En tant que première dirigeante de cette nouvelle entité, je suis déterminée à faire d'ONU Femmes un catalyseur du changement, qui offre une nouvelle énergie, s'appuie sur des idées et des valeurs essentielles, et rassemble les pays et les communautés autour d'un projet commun.

Les défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont considérables. Les écarts croissants au niveau de la richesse et des revenus qui ont accompagné la croissance mondiale se sont encore creusés en raison de la crise économique, et ont poussé des millions de travailleurs, notamment les femmes, à accepter des emplois informels permanents. Les conflits politiques et les catastrophes naturelles font monter les prix des carburants et des aliments, mettant en péril les moyens d'existence et les stratégies de survie des foyers dans les pays développés et sous-développés.

Et pourtant, des progrès ont lieu. Plus de 125 pays ont proscrit la violence domestique ; au moins 117 sont dotés de lois sur l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes ; 187 ont ratifié la Convention sur l'éli-

mination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; et 155 garantissent l'égalité des droits de propriété. Les constitutions de 139 pays et territoires garantissent désormais l'égalité des sexes. Comme nous le voyons dans les pays de toute la région arabe, notamment en Afrique du Nord, les femmes qui demeuraient autrefois en marge de la scène politique se tiennent aujourd'hui aux côtés des hommes pour revendiquer la liberté, la dignité et le droit de participer à la revitalisation de leurs sociétés.

Le changement est possible, mais ONU Femmes ne peut le réaliser seule. Les partenariats sont donc essentiels. Un travail conjoint avec nos partenaires clés, dont les agences des Nations Unies, la société civile, le secteur privé et les gouvernements du Sud et du Nord nous est bénéfique. Ces partenariats nous permettent de réunir les connaissances et les expertises des différents secteurs pour s'attaquer aux défis de la lutte pour l'égalité des sexes de manière holistique. Grâce à eux nous sommes aussi plus efficaces – œuvrant à la création d'un élan nécessaire à la réalisation des résultats et des progrès escomptés. Le moment est venu aujourd'hui pour chacun et chacune d'entre nous de joindre nos forces en vue de forger un avenir marqué par la paix, la justice et l'égalité entre tous les peuples du monde – femmes et filles, hommes et garçons.



INTRODUCTION

Les pays ne pourront pas progresser tant qu'une personne sur deux n'aura pas accès aux opportunités et aux compétences nécessaires pour mener une vie productive et librement choisie. Il est nécessaire d'engager des investissements et des actions sur une échelle sans précédent pour élargir la gamme d'opportunités réelles offertes aux 3,5 milliards de femmes et de filles dans le monde.

Les défenseurs de l'égalité des sexes ont depuis longtemps démontré que l'autonomisation des femmes bénéficie à tout le monde – et pas uniquement aux femmes. Ces dernières années, d'autres acteurs ont rejoints leurs rangs, présentant des arguments et des preuves économiques solides à l'appui de cette affirmation. Le Forum économique mondial indique que dans 134 pays, il existe une corrélation positive entre une meilleure égalité des sexes et le produit national brut par habitant. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique estime que la région Asie-Pacifique seule perd plus de 40 milliards de dollars E.U. par an à cause de l'accès limité des femmes à l'emploi, et de 16 à 30 milliards de dollars E.U. en raison des écarts entre les sexes au niveau de l'éducation.¹ Et le cabinet de conseil McKinsey & Company a récemment conclu que les entreprises du secteur privé comptant la plus grande proportion de femmes aux postes de haute direction obtenaient les meilleurs résultats ; il a estimé crucial pour la croissance du secteur privé dans le monde de passer de la sensibilisation sur les écarts entre les sexes au sein de la direction à la mise en œuvre de stratégies visant à réduire ces écarts.

Les objectifs du Millénaire pour le développement et la vision inscrite dans la Déclaration du Millénaire constituent le projet le plus ambitieux sur lequel les pays du monde se soient jamais entendus pour favoriser le développement au niveau mondial. Une série d'actions et l'octroi de ressources sont nécessaires pour atteindre les

objectifs du Millénaire pour le développement et réaliser la vision de la Déclaration du Millénaire d'un « ...monde plus pacifique, prospère et juste » caractérisé par la liberté et l'égalité. Parmi ces mesures, aucune n'est plus cruciale, stratégique ou n'a de plus grande portée que celle visant à faire avancer l'autonomisation des femmes et à réaliser l'égalité des sexes.

Bien entendu, **l'autonomisation et l'égalité sont des fins importantes en elles-mêmes**. Le Prix Nobel Amartya Sen décrit très bien le développement comme un processus consistant à élargir les libertés réelles dont jouissent les gens.² Les femmes sont des êtres humains ; en tant que telles, elles sont, selon les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « nées libre et égales dans la dignité et les droits » et ont ainsi droit aussi assurément que les hommes à tous les attributs de ces droits : la vie, la liberté et la sécurité des personnes ; l'égalité des droits pendant le mariage ; la liberté d'opinion et d'expression ; et le droit au travail, à l'éducation et à participer au gouvernement de leur pays, entre autres. Les pays ont le devoir de respecter, de protéger et de garantir les droits de l'homme de chacun, et toutes les entités des Nations Unies sont chargées de renforcer la réalisation de ces droits. A ce jour, 187 pays ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). La promotion de l'égalité des sexes est ainsi la **tâche essentielle** de la communauté internationale et de la famille des Nations Unies – et pas un simple bonus, ni un projet caritatif spécial.

Mais respecter nos promesses envers les femmes n'est pas simplement un impératif moral et institutionnel : c'est également une chose avisée à faire. **L'égalité et l'autonomisation sont des moyens vers un objectif plus large** - un développement qui soit environnementalement et socialement durable – mais aussi des pivots cruciaux pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les sociétés prennent du retard quand la moitié de leurs citoyens ne peuvent pas vivre à leur plein potentiel. Les économies traînent lorsque la moitié des adultes productifs d'un pays ne sont pas dotés des capacités appropriées, sont exclus du marché officiel du travail, ne peuvent pas accéder au crédit ou sont victimes de la violence. L'innovation stagne lorsque les réflexions et les idées de la moitié de la population ne sont pas entendues ou prises en compte. La corruption fleurit lorsque ceux qui sont au pouvoir ne prennent pas leurs responsabilités face à la moitié de la population. Les familles doivent lutter lorsque la moitié des adultes n'ont pas accès à des emplois satisfaisants dans des conditions de travail décentes, et les enfants ont moins de chance de se développer lorsque leurs mères n'ont pas de contrôle sur les ressources de leurs foyers.

Les faits sont écrasants et sans ambiguïté : l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes sont des moteurs du développement. On peut comprendre la manière dont l'égalité et l'autonomisation font avancer les objectifs en matière de développement en analysant quelques moteurs clés de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (voir Encadré 1).

Encadré 1 L'autonomisation des femmes est essentielle aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les faits appuient de manière écrasante le fait que l'autonomisation des femmes est un moteur du développement et essentielle pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pourtant, l'investissement dans les dimensions de genre de ces objectifs continue d'être inadéquat. De quelle manière l'investissement dans les femmes pourrait-il modifier la trajectoire des pays qui ne sont pas actuellement en passe de réaliser les objectifs de 2015 ?

Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Selon la FAO, les femmes produisent la moitié de l'alimentation mondiale. En Afrique subsaharienne et dans les Caraïbes, elles produisent plus de 80 pour cent des produits alimentaires de base, et en Asie, elles constituent entre 50 pour cent et 90 pour cent de la main-d'œuvre pour la culture du riz. Si elles avaient le droit de posséder et d'hériter des terres, et si elles bénéficiaient d'une répartition plus équitable des actifs (crédit, semences et engrais améliorés, et information et technologie), les femmes augmenteraient la productivité agricole, accroîtraient les revenus et réduiraient la faim.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Bien que l'écart entre les sexes se réduise, et que le monde dans son ensemble est actuellement en voie de réaliser l'éducation primaire universelle, les filles sont plus nombreuses à ne pas aller à l'école primaire que les garçons. Deux tiers des adultes analphabètes dans le monde sont des femmes. Une augmentation d'un an de scolarité d'une adulte dans un pays donné conduit à un accroissement d'environ 700 dollars de PIB par habitant.³ L'éducation des filles a un retour sur investissement supérieur à presque tous les autres secteurs du développement, grâce à des effets multiplicateurs émanant du retardement des mariages, d'un taux de fécondité plus faible, l'accroissement de la participation des femmes à la main-d'œuvre et à une augmentation de leur salaires.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

L'Objectif 3 appelle à l'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux du domaine éducatif d'ici à 2015. Les écarts entre les sexes dans l'accès à l'éducation se sont significativement réduits, mais l'accès à l'éducation universitaire, notamment en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne, demeure hautement inégal. Les femmes comptent pour seulement 19 pour cent des parlementaires dans le monde, selon l'Union parlementaire internationale, et sont sous-représentées aux postes de direction sur toute la planète. Il a été démontré que la participation des femmes à la gouvernance mène à un plus grand investissement dans le capital humain, un élément dans une économie mondiale de plus en plus basée sur les connaissances. Les entreprises comptant une proportion supérieure de femmes au sein de leurs équipes de direction affichent de meilleurs résultats financiers.⁴

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

La diligence, l'autonomie et la capacité des femmes à négocier directement au sein de la famille ont des conséquences sur le bien-être des enfants. Les recherches montrent que lorsque la prise de décisions au sein du foyer est plus égalitaire, les besoins des enfants sont mieux satisfaits, et que les femmes investissent une plus grande part de leurs revenus dans la santé de leurs enfants que les hommes. Même lorsque le revenu total d'un foyer est pris en compte, le taux de mortalité des enfants diminuent lorsque les femmes ont un plus grand contrôle sur les revenus.⁵

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

Les pratiques traditionnelles dangereuses, telles que les mariages précoces et les mutilations génitales féminines, ainsi que d'autres formes de violences contre les femmes et les filles, contribuent à la mortalité maternelle. Chaque minute, une femme meurt pendant un accouchement,⁶ et les adolescentes ont une probabilité deux fois plus grande de mourir pendant la grossesse que les vingtenaires.⁷ Le

fait d'investir dans l'éducation et l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes diminue les risques de mariage précoce et son corollaire, la maternité précoce, ce qui permet d'accélérer les progrès au niveau des objectifs relatifs à la santé maternelle.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

La violence contre les femmes et les relations de pouvoir inégales avec les hommes font peser des risques d'infection au VIH sur les femmes. Des proportions élevées de femmes – 78 pour cent au Mali, 64 pour cent au Nigéria, 26 pour cent en Haïti et 9 pour cent au Cambodge, par exemple – indiquent ne pas être en mesure de demander à leur mari ou partenaire d'utiliser un préservatif.⁸ Trois jeunes Africains sur quatre vivant avec le VIH sont des femmes,⁹ les jeunes femmes âgées de 15 et 24 ans sont trois fois plus susceptibles d'être infectées que les hommes du même âge, et les filles peu éduquées ont une probabilité plus grande de contracter le VIH que les filles plus éduquées. Les programmes et les politiques couronnés de succès en matière de VIH/sida tiennent compte de plusieurs dimensions. Il convient de garantir l'autonomisation des femmes et des filles et de s'attaquer aux principaux facteurs de risques de la transmission du VIH basés sur le sexe. Le viol, la traite, l'exploitation sexuelle des filles, les déséquilibres de pouvoir qui rendent difficile aux femmes de négocier des pratiques sexuelles sans risque sont des facteurs augmentant les risques de transmission. L'insécurité économique qui conduit aux relations sexuelles faisant l'objet d'une transaction entre les adolescentes très pauvres et les hommes plus âgés est également un facteur de transmission important.

Objectif 7 : Préserver l'environnement

Un objectif clé de l'OMD 7 est de réduire de moitié la proportion des personnes n'ayant pas accès aux toilettes ou aux latrines ; la défécation à l'air libre – réalité quotidienne de ceux et celles qui n'ont pas accès aux sanitaires – est

l'une des causes importantes des maladies infectieuses, de la mortalité infantile, de la violence contre les femmes et de l'exclusion sociale. Les recherches montrent que lorsqu'elles ont le contrôle sur les ressources du foyer, les femmes donnent davantage la priorité à la construction de latrines sanitaires dans le foyer que les hommes. En outre, des décennies d'expérience dans le domaine des projets de sanitaires communautaires attestent d'innombrables manières que les projets conçus et gérés avec la pleine participation des femmes sont plus durables et efficaces que ceux qui ne prennent pas en compte les femmes ou les relèguent à un rôle accessoire.¹⁰

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Dans un monde de plus en plus interdépendant, la gouvernance mondiale, les régimes commerciaux, le système financier international, les transferts de technologie et autres ont tous une forte influence sur les opportunités offertes aux femmes et aux hommes au niveau national. Pour réaliser des progrès en matière de développement, il est crucial d'assurer l'équité de ces systèmes internationaux et de déployer des efforts délibérés pour assurer qu'ils répondent aux besoins des femmes et des hommes. Les faits

montrent que les femmes occupant des postes de direction politique ont tendance à accorder une plus grande importance à l'investissement dans le développement des ressources humaines, à travers leurs investissements dans des systèmes de soins de santé, les filets de sécurité sociaux et les programmes qui bénéficient aux enfants.¹¹ Ce n'est qu'en rendant le dialogue sur le développement plus divers que nous pouvons espérer faire émerger des solutions nouvelles et novatrices.


Mettre en œuvre les engagements pris par les pays au niveau de l'égalité des sexes en vertu de la CEDAW, du Programme d'action de Beijing, de la Déclaration du Millénaire et de la série de conventions sur les droits de l'homme permettra d'apporter des bénéfices tangibles aux femmes – et à la société dans son ensemble, hommes compris (voir Encadré 2). Nous savons pourquoi cela doit être fait ; nous savons comment le faire : le moment est venu pour le monde de remplir les promesses faites à l'égard des femmes et de libérer ce faisant la plus grande ressource non exploitée du monde au niveau du développement.

Encadré 2 Et les hommes dans tout ça ?

L'égalité des sexes n'est pas seulement favorable aux femmes. Le genre a trait aux rôles sociaux des hommes et des femmes, des garçons et des filles, ainsi qu'aux relations entre eux, dans une société donnée, à un moment et à un endroit spécifique. Dans toutes les sociétés du monde, le genre est un déterminant-clé de qui fait quoi, de qui possède quoi, de qui décide et de qui a le pouvoir. Il modifie la gamme de choix et d'opportunités offerts à une personne et définit ce qu'on attend qu'elle fasse et soit. **ONU Femmes estime que parce que le genre concerne les femmes et les hommes, obtenir l'appui des hommes est essentiel à la réalisation des changements sociaux facteurs de transformations ; c'est un jeu « à somme positive ».** Le fait d'obtenir l'engagement des hommes est crucial d'abord et avant tout du fait que dans la plupart des sociétés, les hommes sont plus puissants

économiquement, socialement et politiquement que les femmes ; les prendre comme alliés en vue de mettre à profit leur pouvoir disproportionné sur les questions de justice sociale aide à lever les obstacles et à accélérer les progrès. Il est également crucial d'obtenir l'engagement des hommes en raison du fait que le genre a trait aux relations entre femmes et hommes. Transformer la nature de cette relation exige des changements de la part des deux parties – et non plus seulement de la moitié. Pour faire participer les hommes efficacement, il convient de faire appel à la magnanimité, de travailler avec des hommes servant de modèles et des figures faisant autorité, et de créer des environnements non menaçants dans lesquels des changements peuvent se produire. Travailler avec les garçons et les jeunes hommes est un moyen très prometteur pour forger un avenir plus équitable pour tous et pour toutes.



A woman wearing a vibrant, multi-colored sari is shown harvesting tea leaves on a steep, green hillside. She is focused on her work, with her hands reaching into the tea bushes. The background features a vast, misty landscape with rolling hills and a cloudy sky, suggesting a high-altitude tea plantation. The overall scene conveys a sense of traditional labor and agricultural productivity.

POURQUOI ONU FEMMES ?

ONU Femmes a été créée en 2010 en combinant des entités auparavant distinctes des Nations Unies ; elle est dirigée par la Secrétaire générale adjointe et ancienne Présidente du Chili Michelle Bachelet. C'est une organisation différente de toutes les autres et parfaitement adaptée pour être le fer de lance de changements capable de transformer les sociétés.

Une présence locale, un point de vue mondial.

Dotée de 75 bureaux à travers le monde, ONU Femmes a une portée mondiale sans précédent. Conçue pour rassembler les femmes du monde et faire entendre leurs voix et leurs visions, ONU Femmes est un puissant outil de plaidoyer – vis à vis des gouvernements, des agences des Nations Unies, des équipes de pays des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, et du public dans son ensemble. Grâce à ses liens étroits avec les organisations de femmes sur le terrain, ONU Femmes connaît les questions les plus cruciales du moment pour les femmes de par le monde. En tant qu'organisation des Nations Unies, ONU Femmes est en position d'amplifier ces voix et de faire entendre les préoccupations, réalités et priorités des femmes.

L'organisation est idéalement placée pour promouvoir la coopération Sud-Sud concernant des solutions basées sur des données factuelles en vue de promouvoir l'égalité. Les différents pays du monde ont certes différents points de vue et priorités. Mais ils n'en sont pas moins confrontés à des défis communs dans la mise en œuvre de leurs engagements en matière de l'égalité des sexes, et il est possible d'apprendre beaucoup des expériences des autres. L'analyse des stratégies efficaces adoptées pour résoudre un problème peut servir de base de travail solide. Elles sont susceptibles de fournir des informations utiles, d'inspirer, d'offrir de l'espoir, d'élargir les horizons du possible et montrer les impacts positifs du changement. L'approche du microcrédit expérimentée pour la première fois par la Grameen Bank avec les femmes du Bangladesh, par exemple, a désormais été reproduite dans toutes les régions du monde. ONU Femmes a le potentiel d'utiliser des approches couronnées de succès comme celles-ci en vue de renforcer et d'accélérer les progrès vers les objectifs approuvés sur le plan international.

Une connaissance de ce qui fonctionne.

La Première et révolutionnaire Conférence mondiale sur les femmes organisée à Mexico en 1975 s'est focalisée sur l'égalité, le développement et la paix, autant de domaines sur lesquels ONU Femmes s'engage aujourd'hui. Au cours des 36 années

qui se sont écoulées depuis lors, praticiens du développement, chercheurs et militants ont généré une mine de connaissances sur la manière de promouvoir l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes. Beaucoup d'obstacles communs sont aujourd'hui bien compris, et les stratégies pour surmonter certaines pierres d'achoppement sont connues. Pour que les femmes soient en mesure d'influencer les processus politiques de manière significative, il est nécessaire d'avoir une masse critique de femmes politiques possédant les compétences et la formation nécessaires. Les femmes qui ne font que de la figuration et ne possèdent pas la préparation adéquate peuvent rarement entraîner des changements. Le succès des quotas électoraux dans les pays nordiques pour ce qui est de lancer les femmes dans la sphère politique a provoqué des changements partout dans le monde : près de la moitié des pays du monde sont aujourd'hui dotés d'une forme ou d'une autre de quotas électoraux en faveur des femmes au sein de leurs parlements, le Rwanda a récemment devancé la Finlande et la Suède en terme de pays affichant la plus forte proportion de femmes parlementaires.¹²

Et pourtant, bien que d'innombrables enseignements comme celui-ci existent pour appuyer des prises de décisions politiques appropriées et renforcer l'efficacité des programmes, un bon nombre d'entre eux reste inaccessible. Le potentiel de partage mondial des connaissances permettant d'appliquer à plus grande échelle les approches couronnées de succès au niveau de l'autonomisation n'a pas été exploité. En outre, la collecte de données sur la condition de la femme est inadéquate dans de nombreux pays, et davantage de recherches sont nécessaires dans des domaines spécifiques. ONU Femmes est bien placé pour servir à la fois de générateur et de centre documentaire sur les données, les recherches et les bonnes pratiques pour ce qui est de promouvoir l'autonomisation des femmes, de fournir aux gouvernements les conseils politiques en amont, d'appuyer les réformes juridiques, et de fournir les outils programmatiques dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs promesses à l'égard des femmes. Réaliser ce poten-

tiel exigera des ressources et de l'expertise. Il est important de garder à l'esprit, toutefois, que la précision des données et la connaissance de ce qui fonctionne ne conduisent pas automatiquement au changement : la volonté politique demeure un ingrédient nécessaire, qui fait souvent défaut.

Priorité aux intérêts stratégiques des femmes.

L'histoire du développement est remplie d'exemples d'initiatives et d'actions énergiques lancées par des femmes qui ont provoqué des changements sociaux et conduit à des avancées sur le plan économique. Il est crucial d'empêcher que les femmes ne se trouvent marginalisées lorsque des initiatives réussissent, si l'on veut assurer que ces bénéfices aient une grande portée et soient durables, et qu'ils renforcent l'autonomisation des femmes. En tant que porte-voix des femmes au niveau de la communauté internationale, ONU Femmes a un rôle crucial à jouer pour assurer que les femmes bénéficient des fruits du développement, pas seulement du travail, et que le leadership, l'établissement des ordres du jour et la prise de décisions dans tous ces domaines de la vie soient l'affaire des femmes autant que celle des hommes.

Aisance culturelle.

Faire de l'égalité des sexes une réalité vécue pour les femmes du monde exige de s'attaquer non seulement aux obstacles juridiques et économiques empêchant la pleine participation des femmes à leurs sociétés, mais aussi à la large gamme de normes sociales, de croyances et de pratiques qui restreignent les choix et opportunités des femmes. A titre d'exemple, si près des deux-tiers des pays du monde sont aujourd'hui dotés de lois contre la violence domestique,¹³ ce type de violence n'en perdure pas moins, encouragé par les normes sociales autour de la virilité.

Le personnel d'ONU Femmes dispose de l'expérience, de l'expertise et de la légitimité nécessaires pour faire face aux obstacles sociaux et culturels empêchant la pleine réalisation des droits fondamentaux des femmes et pour s'attaquer à

des questions comme la violence basée sur le genre, que l'on a longtemps considérées comme ne relevant pas des prérogatives des agences de développement. Il sait que les sociétés peuvent et doivent changer – parfois très rapidement – pour répondre aux nouveaux contextes économiques, mouvements politiques, conflits et autres. Le personnel d'ONU Femmes évalue les normes et pratiques sociales par rapport aux droits universels de l'homme ; cherche à comprendre les raisons sous-jacentes – souvent positives – qui justifient les pratiques traditionnelles dangereuses pour mieux aider à la mise en place d'alternatives ; noue des partenariats avec des dirigeants traditionnels ; et promeut les moyens par lesquels les femmes elles-mêmes travaillent à forger et à transformer les sociétés dans lesquelles elles vivent.

Puissance de mobilisation.

ONU Femmes dispose d'une puissance de mobilisation unique. En tant qu'entité des Nations Unies, l'organisation entretient des liens solides avec les pays hôtes et les gouvernements donateurs, les forums intergouvernementaux, les agences sœurs des Nations Unies et autres organisations multilatérales. En outre, ONU Femmes bénéficie de l'appui du mouvement international pour les femmes et de liens de longue date avec les organisations non gouvernementales à travers le monde. Cette large légitimité, sa réputation d'« honnête intermédiaire » et son réseau élargi de relations, associés à la valeur et à la reconnaissance de sa marque, donnent à l'organisation une capacité sans égale pour amener tous les acteurs pertinents autour de la table lorsque sont discutés les obstacles à l'égalité des sexes au niveau du pays. L'avènement d'un monde où règne l'égalité des sexes exigeant les efforts de chacun et chacune, cette puissance de mobilisation s'avère être une ressource inestimable et unique.

ONU Femmes est également idéalement placé au sein du système des Nations Unies pour fournir une plateforme intergouvernementale en vue de l'élaboration de politiques en faveur de l'égalité des sexes. L'organisation travaille à assurer qu'un ensemble global mais dynamique de normes, de politiques et de standards concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soit en place. Il est essentiel à cette fin de renforcer la cohérence entre les directives normatives générées par les organes intergouvernementaux et l'appui opérationnel fourni aux partenaires nationaux au niveau du pays. Il est également crucial d'assurer que les dimensions de l'égalité des sexes sont intégrées dans les normes et standards mondiaux, tels que ceux liés aux changements climatiques et au développement durable.

Synergie.

Les organisations qui se sont précédemment occupées de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au sein du système des Nations Unies étaient fragmentées et sous-financées de manière chronique ; les succès qu'elles ont rencontrés témoignent des compétences, de la créativité et de l'engagement personnel des personnes qui y travaillaient dans une situation de pénurie persistante. ONU Femmes a été créée pour répondre

au manque de cohérence entre les accords intergouvernementaux et les actions sur le terrain, au manque de responsabilité sur l'égalité des sexes au sein du système des Nations Unies, et à l'insuffisance des ressources. L'objectif de financement d'ONU Femmes, d'un montant de 500 millions de dollars, montre qu'est enfin reconnu le fait que – comme c'est le cas pour tout objectif ambitieux – réaliser l'égalité des sexes et appliquer des approches gagnantes sur une plus grande échelle exigeront des ressources significatives. Réunir dans une même entité les branches normatives, de recherche et opérationnelles du système des Nations Unies se focalisant sur l'autonomisation des femmes permet de créer des synergies et la masse critique nécessaire pour faire avancer l'ordre du jour.

En définitive, la création d'ONU Femmes est peut-être l'une des expressions les plus fortes des réformes lancées par les Nations Unies à ce jour. L'objectif principal de la réforme des Nations Unies est d'assurer que l'organisation fonctionne le plus efficacement possible et cette nouvelle voix puissante pour la moitié de la population est cruciale à cet égard. ONU Femmes compte au nombre de ses missions un mandat de coordination, qui appelle l'organisation à diriger, coordonner et promouvoir la responsabilité à l'échelle du système pour ce qui est de l'égalité des sexes. Dotée du rang de Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, la Directrice exécutive d'ONU Femmes et son personnel de direction disposent désormais d'un « siège autour de la table » sur un pied d'égalité, lorsque la communauté internationale discute des questions cruciales du jour. Ils peuvent ainsi assurer que la voix, les points de vue et les priorités des femmes ne sont plus invisibles, non entendus ou marginalisés en tant qu'« intérêts particuliers ». Ce changement est également crucial afin de responsabiliser les gouvernements, les organisations et les individus sur les résultats en matière d'égalité des sexes, et pas seulement sur les promesses faites à cet égard. Le Secrétaire général des Nations Unies a identifié l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme des priorités essentielles de son mandat 2012-2017.







COMMENT ONU FEMMES APPUIE-T-ELLE LE CHANGEMENT?

ONU Femmes concentre son action sur les leviers les plus puissants en vue de provoquer de véritables changements. Une contribution en faveur d'ONU Femmes constitue un investissement catalytique dans ces domaines, présentant le potentiel le plus important pour promouvoir un monde où règne l'égalité des sexes (voir Encadré 3). L'organisation maximise l'impact de ses fonds en renforçant les capacités, en fournissant une assistance technique, en appuyant la fourniture de services, en favorisant le partage des connaissances et en encourageant le changement dans les domaines les plus cruciaux pour l'égalité et l'autonomisation.

Encadré 3 Que fait ONU Femmes de ses ressources ?

Trois points sont cruciaux pour comprendre la manière dont les ressources dépensées par ONU Femmes influent la vie des femmes.

- **En premier lieu**, promouvoir le changement exige des ressources. Depuis les mouvements des années 1970 prônant l'intégration des femmes dans le développement, les agences de développement et les gouvernements nationaux ont mis de côté le vieil axiome « Vous en avez pour votre argent ». Les infrastructures, l'éradication des maladies, la restructuration économique et d'autres facettes du développement sont toujours connus comme nécessitant de l'argent. On estime que le coût de l'éradication d'une seule maladie, la polio, par exemple, s'élève à environ un milliard de dollars par an au cours des deux prochaines années (selon la Gates Foundation). Pourtant, on a d'une certaine manière attendu que l'égalité entre les femmes et les hommes tombe du ciel miraculeusement, en n'y consacrant que des allocations de personnel ou financières minimales. Les demandes insatisfaites à cet égard sont donc importantes. Suite à un récent appel à propositions lancé en faveur des principaux fonds d'affectation spéciale qu'il gère, ONU Femmes a reçu des propositions « valant la peine d'être financées » (répondant aux critères du

Fonds d'affectation spéciale et ayant passé avec succès le processus d'évaluation des projets) d'une valeur combinée dépassant les 2 milliards de dollars – une demande qui a dépassé de loin les ressources disponibles.

- **En deuxième lieu**, les investissements catalytiques et stratégiques s'autofinancent plusieurs fois. A titre d'exemple, grâce à une modeste contribution du précurseur d'ONU Femmes, l'UNIFEM, le budget 2006 du Maroc a intégré une déclaration budgétaire tenant compte des questions de genre, qui a mis en exergue la manière dont le budget devait prendre en compte les priorités des femmes. Cela a permis de donner la priorité aux cliniques de santé maternelle, ce qui a contribué à une chute significative des taux de mortalité maternelle, qui sont passés de 130 pour 100.000 naissances vivantes en 2005 à 110 pour 100.000 naissances vivantes en 2008.¹⁴ Plusieurs investissements de ce type sont détaillés dans les encadrés latéraux des pages suivantes.
- **En troisième lieu**, ONU Femmes appuie une gamme d'activités destinées à autonomiser les femmes. Certaines sont faciles à décrire, et leur impact peut être facilement mesuré. D'autres sont d'importance

équivalente, mais plus difficiles à évaluer. On peut par exemple contrôler les contributions faites pour une campagne d'information publique (nombre de panneaux d'affichage ou de spots radio ; argent dépensé dans l'achat d'espaces publicitaires), mais il est difficile d'estimer ses résultats et son impact d'une manière qui soit méthodiquement défendable, sans même parler de faire correspondre une valeur monétaire à de tels résultats. S'il est crucial d'apporter de la visibilité aux activités en amont, notamment les changements apportés aux lois sur la violence domestique, la meilleure intégration d'une démarche tenant compte des questions de genre dans les systèmes judiciaires et le renforcement des droits et de l'accès à la propriété, les résultats ne sont pas facilement mesurables. Si l'impact de certaines mesures à effet rapide peut être démontré, les changements de fond impliquent des changements de comportement, d'attitudes et de normes sociales à long terme liés à des pratiques culturelles et traditionnelles parfois bien ancrées. ONU Femmes s'attache à mettre en place des moyens novateurs de manière à lier ses dépenses à de véritables changements sur le terrain, tout en reconnaissant que toutes les organisations se débattent avec cet objectif.

Figurent parmi les domaines qu'ONU Femmes a identifiés comme cruciaux pour l'autonomisation des femmes:

Elargir le leadership des femmes. Les débats parlementaires, les délibérations internationales sur la paix, les négociations sur les affaires des sociétés multinationales, les réunions des président(e)s d'universités, les rassemblements de Chefs d'Etat : le point commun de toutes ces réunions de haut niveau est ce qui leur manque : la représentation des femmes sur un pied d'égalité. Bien que la masse

critique de 30 pour cent de représentation des femmes au sein des parlements ait été atteinte ou dépassée dans 28 pays, seul un parlementaire sur cinq dans le monde est une femme. En outre, seulement un membre d'organes directeurs d'entreprises cotées en bourse sur dix en Europe est une femme.¹⁵ Le problème est le même si l'on descend au niveau des villages et des conseils municipaux. La démocratie exige que les femmes bénéficient de la même représentation que les hommes au sein des gouvernements comme des communautés. Que se passe-t-il lorsque les

femmes sont absentes, par exemple, de la gouvernance des entreprises ? En un mot, la sous-représentation des femmes est mauvaise pour les affaires. Une étude réalisée par le bureau de conseil McKinsey sur 101 entreprises en Asie, en Europe et aux Etats-Unis, a montré que les entreprises dans lesquelles au moins 30 pour cent de l'équipe de haute direction étaient composés de femmes affichaient des scores sensiblement supérieurs à celles non dotées d'une masse critique de femmes au niveau de l'efficacité organisationnelle.¹⁶ Lorsque les femmes constituent la majorité des

Aider les femmes à tirer bénéfice des transitions démocratiques du « Printemps arabe »

Grâce à des années de travail dans la région, ONU Femmes était prête début 2011 à soutenir les femmes en Egypte, en Tunisie et ailleurs en Afrique du Nord, au moment où celles-ci se joignaient aux manifestations de masse pour revendiquer des systèmes politiques plus justes et représentatifs. Lorsque le processus de transition a débuté en Tunisie, ONU Femmes a mis un expert à disposition pour aider la commission électorale nouvellement formée à mener à bien ses délibérations sur des mesures spéciales pour réaliser la parité politique. Le timing était crucial : la situation instable aurait pu facilement mener à un retour en arrière par rapport aux réalisations existantes au niveau des droits des femmes en Tunisie. La mobilisation et l'examen des données factuelles concernant les meilleures options de mesures spéciales ont permis d'aboutir à un consensus sur le fait que 50 pour cent des candidats aux élections de l'Assemblée constituante devraient être des femmes. Ce changement historique pour la Tunisie a permis d'établir un nouveau standard pour la région arabe et le monde dans son ensemble. Pour renforcer encore davantage les fondations de cette démocratie en herbe, ONU Femmes soutient désormais les groupes de femmes tunisiennes à reconstituer des compétences au niveau du plaidoyer, qui avaient pâti d'années d'oppression politique. ONU Femmes a également amené des experts du Maroc en vue de donner des conseils pour que les questions d'égalité des sexes soient mises au centre des processus transitionnels de justice et de réconciliation de la Tunisie. **Cette intervention dont l'impact a été important a été appuyée par un budget modeste.**

consommateurs (les femmes comptent pour 70 pour cent des décisions d'achats des foyers en Europe, par exemple), les intégrer dans les structures de prise de décisions d'une entreprise est crucial pour assurer sa compétitivité.¹⁷ Que se passe-t-il lorsque les femmes sont absentes des postes de direction des médias ? Au niveau mondial, un haut dirigeant des institutions médiatiques sur quatre est une femme¹⁸ – ce qui renvoie presque parfaitement au fait que seulement 24 pour cent des personnes dont on entend parler dans les actualités de la presse écrite, de la radio ou de la télévision sont des femmes.¹⁹ Au cours des élections de 2006 au Pérou, et bien qu'elles comptent pour 39 pour cent de tous les candidats au Congrès, les femmes n'ont obtenu que 19 pour cent de la couverture des médias de presse écrite²⁰ – ce qui signifie que les citoyens péruviens n'ont pas reçu toutes les informations qui leur étaient nécessaires pour effectuer un choix véritablement équitable, en toute connaissance de cause et démocratique, lorsqu'ils ont mis leurs bulletins dans l'urne.

De nombreuses déclarations et résolutions ont, ces dernières décennies, critiqué l'absence virtuelle de femmes

aux postes de prise de décisions dans toutes les sphères de la société. ONU Femmes appuie les femmes et les organisations de femmes dans leurs initiatives visant à briser le status quo par le biais d'une réforme du processus constitutionnel, législatif, politique et électoral, afin que les femmes aient le pouvoir d'influencer le processus politique, puissent prendre part aux décisions qui touchent leur vie et prendre les rênes au niveau des affaires, de la politique, des relations internationales et de la société dans son ensemble. Il appuie aussi les initiatives déployées pour assurer que les femmes participent à la gouvernance des entreprises, question plus amplement abordée ci-dessous.

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes. La violence est à la fois un moyen et une manifestation de la subordination des femmes. Elle existe dans toutes les parties du monde. Une étude réalisée par l'Organisation mondiale de la santé dans dix pays a mis en évidence les abus physiques et sexuels généralisés perpétrés par les partenaires intimes, concernant de 15 pour cent des femmes au Japon à 71 pour cent de celles-ci en Ethiopie.²¹ Selon les estimations de la Banque mondiale, la violence à l'égard des femmes tue et

réduit à l'invalidité autant de femmes en âge de procréer que le cancer.²² Cette violation claire des droits fondamentaux des femmes a également des coûts économiques élevés. Dans les seuls Etats-Unis, les Centres de contrôle et de prévention des maladies estiment que les coûts entraînés par les viols perpétrés par un partenaire intime, les agressions physiques et les harcèlements dépassent les 5,8 milliards de dollars par an. Ces coûts sont dus aux traitements médicaux et psychologiques induits ainsi qu'à la productivité perdue au niveau du travail rémunéré.²³ Dans les pays en développement, la violence à l'égard des femmes détourne les rares ressources disponibles. L'Organisation mondiale de la santé a montré que les viols ou les agressions sont de meilleures variables d'utilisation des soins de santé que toute autre variable, les coûts des soins médicaux des victimes atteignant plus du double de celui des non victimes.²⁴ ONU Femmes est à la tête de l'initiative internationale visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Ce travail s'appuie sur les années de travail et d'implication des prédécesseurs d'ONU Femmes dans ce domaine, et sur l'appel renouvelé à l'action lancé en réponse aux résolutions successives de l'Assemblée générale des Nations Unies au cours de la période 2006-2009. L'organisation aide les pays en développement à assurer que des lois, des politiques et des stratégies sont adoptées et mises en œuvre afin de répondre à la violence à l'égard des femmes et à la prévenir. Cet appui se manifeste de diverses manières, allant de l'expérimentation de services à l'intention des rescapées des violences au fait d'assurer que les défenseurs de l'égalité des sexes et leurs organisations ont la capacité d'influer efficacement sur les politiques, les actions et les budgets. ONU Femmes joue également un rôle crucial pour rassembler le système des Nations Unies afin qu'il apporte une réponse plus cohérente et efficace. ONU Femmes accueille le secrétariat de la campagne mondiale du Secrétaire général Tous UNIS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes 2008-2015, met en œuvre la stratégie 2010-2015 du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, et travaille

Mobiliser des millions de personnes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes en Thaïlande

En Thaïlande, l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, la Princesse Bajrakitiyabha et le Ministre thaïlandais de la justice ont joint leurs forces pour amener plus de trois millions de personnes à appeler à la fin de la violence à l'égard des femmes. Outre la signature d'une campagne virtuelle par le biais de la plateforme Internet Dites NON, les participants ont assisté à des manifestations diverses, allant de caravanes de bicyclettes à des concours pour élire des modèles, en vue de sensibiliser à la question et de remettre en question les normes sociales omniprésentes. Des entreprises connues comme Thai Airways et le Central Group of Companies ont participé à ce mouvement. Cette initiative de mobilisation sociale a provoqué de nombreux changements, permettant notamment l'adoption de nouvelles directives judiciaires en vue de mettre pleinement en œuvre la loi sur la violence domestique en Thaïlande, de créer des centres de secours intégrés dans 750 hôpitaux, et de mener à bien des programmes d'éducation contre la violence qui ont touché plus de 73.000 enseignants, étudiants, fonctionnaires et membres des communautés.

main dans la main avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit (SRSG) et le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard de femmes.

Renforcer l'ordre du jour sur les femmes, la paix et la sécurité. La violence sexuelle en temps de guerre, enfin reconnue comme une tactique de guerre délibérée, a été un corolaire non reconnu des combats pendant des millénaires. C'est une des raisons qui expliquent pourquoi, depuis les tous débuts du mouvement international en faveur des femmes, la paix est considérée comme une priorité essentielle. Et pourtant, les femmes ont été depuis longtemps exclues des initiatives de rétablissement et de consolidation de la paix et de réconciliation. La situation est en train de changer. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, adoptée en octobre 2000, affirme le rôle important joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits, les négociations de paix, le rétablissement de la paix, la consolidation de la paix, la réponse humanitaire et la reconstruction postconflictuelle. Elle appelle également toutes les parties au conflit à prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles de la violence basée sur le genre, notamment le viol et d'autres formes d'abus sexuels, dans les situations de conflit armé. ONU Femmes est à la tête des efforts déployés à l'échelle du système pour créer une feuille de route en vue de la mise en application des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité ainsi que pour appuyer la mise en œuvre de plusieurs résolutions connexes du Conseil de sécurité (résolutions 1888, 1889 et 1960). En partenariat avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO), ONU Femmes appuie la mise en œuvre du plan d'action en sept points sur la consolidation de la paix tenant compte des questions de genre, qui prévoit des

A la tête de la stratégie mondiale sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité

La résolution 1325 du Conseil de sécurité traite des répercussions de la guerre sur les femmes et les filles, et appelle à la pleine participation des femmes dans le règlement des conflits et de la consolidation de la paix. ONU Femmes joue un rôle essentiel dans l'élaboration d'un cadre institutionnel global pour les Nations Unies en vue de la mise en œuvre et du suivi de cette résolution historique. Pour la première fois, depuis 2011 toutes les organisations des Nations Unies travaillant sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité travaillent vers des cibles et objectifs communs, limités dans le temps. Cette stratégie s'appuie sur les indicateurs adoptés en 2010, qui permettent d'examiner de manière approfondie les progrès réalisés par les Nations Unies et les Etats membres des Nations Unies, en mesurant les questions essentielles telles que le financement alloué aux femmes et le niveau de participation de celles-ci. Les femmes devant participer à toutes les activités liées à la résolution 1325 du Conseil de sécurité, ONU Femmes a organisé des « Journées Portes Ouvertes » mondiales dans 25 pays postconflitsuels en 2010, au cours desquelles les activistes ont pu exprimer leurs points de vue à un groupe de responsables de haut niveau des Nations Unies, y compris des représentants des missions de maintien de la paix. Une compilation de leurs recommandations a été présentée au Secrétaire général des Nations Unies.

changements pragmatiques et spécifiques dans l'ensemble des Nations Unies au niveau de la médiation, de la planification postconflictuelle, du financement pour le relèvement, des élections et de la gouvernance, du déploiement des civils, de la réforme du secteur de la justice et de la sécurité, et des questions de relèvement économique.

Renforcer l'autonomisation économique des femmes. Le niveau éducatif des femmes a augmenté de manière régulière grâce à la réduction de l'écart entre les taux d'inscription scolaire

Encadré 4 Principes d'autonomisation des femmes

Les Principes d'autonomisation des femmes sont un élément clé des partenariats noués par ONU Femmes avec le secteur privé.

1. Avoir une direction favorable à l'égalité des sexes au plus haut niveau des entreprises.
2. Traiter tous les femmes et les hommes de manière équitable au travail – respecter et appuyer les droits de l'homme et la non-discrimination.
3. Garantir la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs des deux sexes.
4. Promouvoir l'éducation, la formation et le développement professionnel des femmes.
5. Mettre en œuvre des pratiques permettant d'autonomiser les femmes au niveau du développement des entreprises, de la chaîne logistique et du marketing.
6. Promouvoir l'égalité grâce à des initiatives communautaires et la mobilisation.
7. Mesurer et faire rapport publiquement sur les progrès réalisés en faveur de l'égalité des sexes.

Soutenir les commerçantes d'Afrique subsaharienne

Le commerce transfrontalier informel rapporte environ 18 milliards de dollars par an aux économies de l'Afrique australe, et 70 pour cent de ces commerçants sont des femmes. En Afrique subsaharienne, ces commerçants informels vendent des produits agricoles, électronique, des minéraux, et des vêtements et autres. Pourtant, les politiques économiques et les accords commerciaux ont largement négligé les commerçantes. Ces dernières ne disposent que de peu d'options au niveau du crédit, et sont souvent victime d'extorsion financière et de violences aux frontières.

Le programme commercial transfrontalier informel d'ONU Femmes, concernant 15 pays, promeut des régimes fiscaux favorables et des institutions et services qui appuient les femmes. Le personnel chargé de ce programme travaille directement avec les commerçantes et fait écho de leurs préoccupations lors des pourparlers commerciaux mondiaux, y compris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

Au Libéria, ONU Femmes a appuyé la formation de la première Association des femmes travaillant dans le secteur du commerce transfrontalier, une organisation qui permet aux commerçants de s'organiser et de défendre leurs intérêts. L'association propose une formation aux affaires et au marketing, et facilite l'octroi des prêts de la Banque centrale à des milliers de femmes. Le travail mené à bien avec le Bureau des douanes a permis de réaliser un tableau simplifié des taxes douanières à l'intention des commerçantes et de mettre en place un numéro d'urgence permettant de signaler les problèmes rencontrés aux postes-frontières. Deux nouveaux entrepôts fournissent un revenu à l'association, de même que des installations de stockage pour les biens pendant la saison des pluies.

et les taux d'achèvement des études des filles et des garçons. Pourtant, ce capital humain croissant n'a pas été accompagné d'une augmentation proportionnelle de la participation économique des femmes et de leurs revenus : seuls 60 pour cent des écarts au niveau de la participation économique ont été comblés.²⁵ Les femmes constituent désormais 55 pour cent des diplômés universitaires en Europe, mais leur taux d'emploi est de 21 pour cent inférieur à celui des hommes.²⁶ Aux Etats-Unis, les femmes décrochent 57 pour cent des licences et 60 pour cent des maîtrises,²⁷ et pourtant, leurs revenus personnels moyens sont inférieurs d'un tiers à ceux des hommes.²⁸ L'autonomisation économique des femmes demeure limitée parce qu'elles bénéficient de moins d'opportunités et de droits, et sont confrontées à des contraintes et à des obstacles, allant des entraves juridiques aux normes sociales, en passant par les responsabilités familiales. ONU Femmes travaille en partenariat avec des organisations multilatérales telles que le PNUD, l'OIT, la CNUCED, la Banque mondiale et les banques régionales de développement, en vue d'assurer que leurs politiques et programmes contribuent à réduire l'écart entre les capacités des femmes et les

opportunités économiques qui leur sont offertes dans la réalité. Figurent parmi les priorités : la législation, les politiques et les stratégies qui appuient l'autonomisation économique des femmes ; l'approvisionnement en eau, l'énergie et les infrastructures de transport qui répondent aux besoins productifs des femmes ; l'entrepreneuriat et la formation aux questions financières ; l'engagement auprès du secteur privé ; et la mise en œuvre des Principes d'autonomisation des femmes. Les Principes d'autonomisation des femmes offrent des directives sur la manière d'autonomiser les femmes sur le lieu de travail, sur le marché et au sein de la communauté. Ils sont le résultat d'une collaboration entre ONU Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies (voir Encadré 4).

Faire en sorte que les budgets bénéficient aux femmes. Une étude qui fait autorité, préparée pour la Banque mondiale par les membres de l'Equipe spéciale du Millénaire des Nations Unies sur l'égalité des sexes et traitant des besoins financiers nécessaires pour répondre à l'objectif de l'égalité des sexes, a estimé que « plus de 90 pour cent des investissements [requis] pour réaliser l'égalité des sexes sont, en fait,

mis en œuvre par le biais des autres secteurs des OMD ». En d'autres termes, le fait de se focaliser sur les investissements visant uniquement à l'autonomisation des femmes n'est pas suffisant. Il est beaucoup plus efficace d'assurer que les budgets alloués à l'agriculture, à la gestion des ressources en eau, à l'éducation, à la santé, à la réforme de la gouvernance et autres bénéficient aux femmes.²⁹ Cette notion est encore plus vraie après la Déclaration de Paris, par laquelle les instruments de planification et de budgétisation nationaux deviennent des mécanismes de plus en plus prépondérants pour gérer l'aide au développement. La planification, la budgétisation et la gestion de l'aide tenant compte des questions de genre, un domaine dans lequel l'organisation possède une expertise approfondie et gère actuellement des programmes dans plus de 50 pays, est le principal mécanisme pour évaluer la manière dont les dépenses gouvernementales sont allouées et qui en bénéficie. ONU Femmes œuvre à renforcer les capacités nationales en faveur de la budgétisation tenant compte des questions de genre dans tous les secteurs. Il est donc crucial que les donateurs et les pays bénéficiaires priorisent l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans l'allocation et la distribution de de l'aide.

L'appui d'ONU Femmes conduit à une budgétisation sensible au genre au Rwanda

ONU Femmes est une défenseuse mondiale de pointe en ce qui concerne la budgétisation sensible au genre, qui vise à assurer que l'allocation des ressources publiques bénéficie sur un pied d'égalité aux femmes et aux hommes. Au Rwanda, ONU Femmes a contribué à l'expérimentation réussie d'une budgétisation sensible au genre au sein de quatre de ses ministères nationaux, ce qui a permis la réalisation de déclarations budgétaires sensibles au genre qui ont été présentées au Parlement en même temps que le budget général. Débutant au cours de l'année fiscale 2011-2012, cette budgétisation tenant compte des questions de genre est maintenant obligatoire pour tous les ministères, districts et la ville de Kigali.

Conclusion

La vision d'ONU Femmes est celle d'un monde où les sociétés sont exemptes de discrimination basée sur le genre, où les femmes et les hommes jouissent d'une égalité des chances, où les femmes et les filles se voient donner le pouvoir de mener à bien les changements qu'elles appellent de leurs vœux, et où les droits des femmes sont favorisés dans toutes les initiatives visant à renforcer le développement, les droits de l'homme, la paix et la sécurité. ONU Femmes œuvre à provoquer des changements dans les relations entre femmes et hommes au sein des familles, des communautés, des sociétés et des pays – autant de changements inclusifs, facteurs de transformations profondes et durables, qui ne constituent pas un jeu « à somme nulle » avec des gagnants et des perdants, mais plutôt un jeu à « somme positive » qui bénéficie à l'ensemble de l'humanité (voir Encadré 5).

Réaliser cette vision exigera les efforts de chacun – gouvernements, organisations internationales, secteur privé, organisations non gouvernementales, organisations religieuses, philanthropes, et, surtout, femmes et hommes. ONU Femmes est prête à aider cette large gamme d'acteurs à remplir leurs promesses collectives à l'égard des femmes. Les raisons sont claires. Le moment est propice. ONU Femmes est prête.



Encadré 5 Comment fonctionne ONU Femmes ?

En vue de renforcer l'ordre du jour de la femme et de la paix, de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et de faire en sorte que les budgets bénéficient celles-ci, ONU Femmes se focalise sur des activités fondamentales.

- **PLAIDOYER.** Promouvoir avec force l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et amplifier l'influence des femmes et des filles afin qu'elles puissent forger les décisions ayant des conséquences sur leurs vies.
- **PRODUCTION DE CONNAISSANCES.** S'engager dans la recherche et les analyses novatrices, agir comme facilitatrice mondiale de l'échange des connaissances et des expériences, et aligner la pratique et les orientations normatives.
- **RÉACTIVITÉ.** Répondre aux priorités des partenaires en vue de renforcer leurs capacités à mettre en œuvre les accords et normes nationaux, régionaux et internationaux.
- **INCLUSIVITÉ.** Mettre en exergue le rôle crucial joué par les hommes et les garçons comme acteurs et partenaires des droits des femmes et de l'égalité des sexes, et prioriser les besoins des femmes les plus pauvres et les plus marginalisées.
- **COHÉRENCE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES.** Promouvoir et contribuer à l'appropriation de programmes par les pays de manière efficace, efficiente, responsable et axée sur les résultats.
- **AFFIRMATION.** Affirmer la justice et l'égalité.
- **TRANSFORMATION.** Transformer les relations aux niveaux individuel, familial, communautaire, national et mondial, de manière à renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- **COMPLÉMENTARITÉ.** La création d'ONU Femmes et son rôle de coordination n'exonère aucune entité du système des Nations Unies de sa responsabilité consistant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- **DURABILITÉ.** Appuyer le rôle crucial des femmes pour un développement économiquement, socialement et environnementalement plus durable.



-
- ¹ CESAP, Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique 2007.
- ² Amartya Sen, Development as Freedom.
- ³ Banque mondiale, "Focus on Women and Development : Improving women's health and girls' education is key to reducing poverty."
- ⁴ Catalyst, "The Bottom Line : Connecting Corporate Performance and Gender Diversity."
- ⁵ UNICEF, La situation des enfants dans le monde 2007 : Les femmes et les enfants – le double dividende de l'égalité des sexes.
- ⁶ Organisation mondiale de la santé, Rapport sur la santé dans le monde : 2005 – Donnons sa chance à chaque mère et à chaque enfant.
- ⁷ UNFPA, "Faits sur la maternité sans risques."
- ⁸ ONU Femmes, Le Progrès des femmes dans le monde.
- ⁹ Craviotto, Nerea, "The EU Agenda for Action on MDGs : a review."
- ¹⁰ Equipe spéciale du Projet Objectifs du Millénaire sur l'éducation et l'égalité des sexes, Passer à l'action : réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- ¹¹ International IDEA, "Women in Parliament : Beyond Numbers."
- ¹² International IDEA, "Women in Parliament : Beyond Numbers."
- ¹³ ONU Femmes, Le Progrès des femmes dans le monde.
- ¹⁴ Indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement sur <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx>.
- ¹⁵ McKinsey & Company, "Women Matter : Gender diversity, a corporate performance driver."
- ¹⁶ McKinsey & Company, "Women Matter : Gender diversity, a corporate performance driver."
- ¹⁷ McKinsey & Company, "Women Matter : Gender diversity, a corporate performance driver."
- ¹⁸ International Women's Media Foundation, Global Report on the Status of Women in the News Media.
- ¹⁹ World Association for Christian Communication, Who Makes the News? The Global Media Monitoring Project Report.
- ²⁰ International IDEA, Election Coverage from a Gender Perspective : A Media Monitoring Manual.
- ²¹ Heise, Lori et al., « Violence par des partenaires intimes », Rapport mondial sur la violence et la santé de l'Organisation mondiale de la santé.
- ²² Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde : Investir dans la santé.
- ²³ National Center for Injury Prevention and Control, Costs of Intimate Partner Violence against Women in the United States.
- ²⁴ Heise, Lori et al., « Violence par des partenaires intimes », Rapport mondial sur la violence et la santé de l'Organisation mondiale de la santé.
- ²⁵ Forum économique mondial, « Rapport mondial sur les disparités entre les sexes ».
- ²⁶ McKinsey & Company, "Women Matter : Gender diversity, a corporate performance driver."
- ²⁷ U.S. Department of Education, National Center for Education Statistics. Condition of Education 2010, Indicator 23.
- ²⁸ Lewis, Kristen et al., The Measure of America 2010-2011.
- ²⁹ Grown, Karen et al., "The Financial Requirements of Achieving Gender Equality and Women's Empowerment."

ONU Femmes est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les Etats membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

220 East 42nd Street
New York, New York 10017
Tel : +1-646-781-4400
Fax : +1-646-781-4496

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes